

**Cinquantenaire de la convention de La Haye supprimant l'exigence de
légalisation des actes publics étrangers**

Mercredi 5 octobre 2011

Monsieur le Secrétaire général (Monsieur Van LOON),
Monsieur le Secrétaire d'Etat à la Justice de Hong Kong (Monsieur Wong Yan Lung),
Monsieur le Premier président de la Cour de cassation,
Monsieur le Procureur Général près la Cour de cassation,
Messieurs les hauts magistrats,
Mesdames et messieurs les Professeurs,
Monsieur le Président de la Chambre nationale des Huissiers de justice,
Monsieur le Président du Conseil supérieur du Notariat,
Messieurs les représentants des professions,

Mesdames et Messieurs,

Je suis particulièrement heureux de vous accueillir en ces lieux à l'occasion de la commémoration du cinquantenaire, jour pour jour, de la Convention de La Haye du 5 octobre 1961, qui a supprimé, entre les Etats qui y sont parties, l'exigence de légalisation des actes publics étrangers.

Votre présence hier soir, lors de la réception organisée par la Chambre nationale des huissiers de justice et le Conseil supérieur du Notariat, et aujourd'hui, est la preuve de la vitalité de cette Convention et du progrès qu'elle a constitué pour faciliter les démarches de nos concitoyens.

C'est aussi une illustration de l'importance des travaux de la Conférence de La Haye de droit international privé, et c'est donc tout d'abord vers vous, Monsieur le secrétaire général, que je me tourne afin de saluer l'action de l'organisation intergouvernementale dont vous assumez la direction depuis tant d'années. Je ne citerai qu'un chiffre à l'appui de mon propos : 129 Etats sont actuellement parties à au moins l'une des 36 conventions élaborées par la Conférence.

Vous me permettrez également de profiter de cette manifestation pour féliciter parmi vous Monsieur le Professeur LAGARDE, qui s'est vu décerner le prix de La Haye de droit international privé le 21 septembre dernier. C'est une juste reconnaissance de la très grande qualité de son expertise, qui contribue depuis de nombreuses années à enrichir les travaux de la Conférence.

L'action de la Conférence a été décisive dans l'élaboration de la convention qui nous réunit aujourd'hui, et il faut rendre hommage à son rapporteur, le professeur Yvon LOUSSOUARN, doyen de la faculté de Rennes et figure mondiale du droit international privé. Mais je ne ferais pas justice à l'Histoire si je ne rappelais également l'impulsion du Conseil de l'Europe pour que le sujet de l'allègement des exigences de la légalisation soit au cœur de vos travaux.

I. La Convention est née du constat que la règle ancestrale selon laquelle les documents publics se suffisent à eux-mêmes comme éléments de preuve (« *acta probant sese ipsa* ») ne pouvait fonctionner dans une situation transfrontière.

Chacun comprend que la production d'un document public sur le territoire national n'a pas besoin d'être accompagnée d'autres formalités : les actes émanant d'une autorité publique ou d'un fonctionnaire, les actes notariés ou déclarations officielles apposées sur un acte sous seing privé, ont par principe vocation à faire foi sur l'ensemble du territoire national.

En revanche dès qu'il s'agit de produire un tel document public à l'étranger, la question se pose différemment. **Parce qu'on touche à la souveraineté des Etats dans la détermination des règles applicables aux documents émis par leurs autorités publiques respectives, la force probante de tels documents devant une autorité étrangère soulève davantage de difficultés.** Comment en effet attester la véracité, l'authenticité d'un acte public ? L'enjeu pratique pour les citoyens était considérable.

En remplaçant les formalités de légalisation, lourdes et souvent coûteuses, par la simple émission d'une apostille, la Convention du 5 octobre 1961 a facilité la circulation des actes publics tout en maintenant les garanties attachées à ces formalités, en attestant la véracité de la signature, la qualité du signataire de l'acte et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

L'apostille a constitué une réponse adéquate ; son succès depuis cinquante ans le démontre. **Ce sont en effet plusieurs millions d'apostilles qui sont délivrées**

dans le monde chaque année, pour toutes sortes de documents publics (actes notariés ou d'huissier, actes d'état civil, décisions judiciaires, diplômes, brevets, extraits du registre du commerce, etc.). **En France, on en compte près de 400 000.** Ces volumes déjà très importants sont en forte progression : cette activité implique par exemple, pour le parquet général de Paris, l'accueil de près de 200 personnes par jour.

L'intérêt pour la Convention du 5 octobre 1961 ne se dément pas sous l'effet de la mondialisation des échanges.

Nul doute que ce très large succès réside aussi dans l'extension considérable du champ territorial d'application de la Convention : 102 pays sont désormais Etats contractants. Cette année, ce sont l'Ouzbekistan, le sultanat d'Oman et le Costa Rica qui nous ont rejoints, après le Pérou et le Kirghizistan l'an dernier. **La Convention Apostille est ainsi l'une des plus ratifiées au monde.**

II. Ce succès ne doit néanmoins pas occulter les défis auxquels nous devons faire face ensemble.

En effet, l'essor des technologies de l'information et de la communication a conduit à une **dématérialisation croissante de nombreux documents publics**. La Conférence de La Haye, sous votre direction Monsieur le secrétaire général, a appréhendé cette évolution majeure dès 2003, afin d'adapter les dispositions de la Convention et d'envisager l'ère de l'e-apostille.

Prendre acte de cette évolution était essentiel, notamment pour développer de nouvelles actions en matière de lutte contre la fraude et renforcer le contrôle de l'authenticité des documents publics en circulation dans le monde.

Après les ateliers régionaux d'Helsinki en février et de Prague en mai dernier, je suis certain que le troisième atelier qui s'ouvre aujourd'hui permettra d'approfondir la réflexion initiée par le Bureau permanent de la Conférence de La Haye, afin de déterminer des solutions communes adaptées aux exigences de notre temps.

A cet égard, le partage d'expérience entre les pays mettant d'ores et déjà en œuvre l'e-apostille (comme l'Espagne, la Belgique ou le Pérou) sera précieux ainsi que votre éclairage, Monsieur le Secrétaire d'Etat à la justice de Hong-Kong, lors de l'ouverture de la table ronde de ce matin.

Vous me permettrez de m'arrêter quelques instants sur l'expérience française, et sur les perspectives d'externalisation de l'apostille au profit des huissiers de justice et des notaires dans notre pays.

Tirant les premiers enseignements des travaux conduits sous l'égide du Bureau permanent, le ministère de la justice français a procédé à une évaluation sur le territoire national auprès des parquets généraux de 13 cours d'appel, dont certaines sont représentées aujourd'hui [Aix, Amiens, Douai]. Cette étude de terrain nous a permis de rechercher les voies de modernisation et de rationalisation des pratiques.

A ce titre, la délivrance des apostilles par les professionnels du droit, officiers publics et ministériels que sont les huissiers de justice et les notaires, est apparue comme une piste intéressante. Ce modèle a d'ailleurs été retenu par d'autres pays parties à la Convention tels que l'Espagne, la Hongrie, ou la Suède.

Comme le Conseil supérieur du notariat a pris soin de le rappeler lors du forum de Madrid de juin 2010, les notaires français ont acquis un savoir-faire dans l'utilisation des systèmes d'information, qui permettra à la France de prendre rapidement part à l'aventure de l'e-apostille.

Quant aux huissiers de justice, leur expérience en matière de vérification et leur habitude de manier différents types d'actes publics seront précieuses pour assurer la sécurité juridique indispensable à l'exécution de cette mission.

Mes services travaillent donc en étroite collaboration avec la Chambre nationale des Huissiers de justice et le Conseil supérieur du Notariat pour parvenir, j'en suis convaincu, à un système efficace, juste et sûr pour les citoyens.

Ce cinquantenaire nous permet de porter un regard rétrospectif sur le succès de la Convention du 5 octobre 1961, mais il est aussi l'occasion de regarder vers l'avenir pour envisager les voies d'évolution de l'apostille et relever les nouveaux défis de la circulation des actes publics.

Je vous remercie et vous souhaite des travaux fructueux, sous l'égide de Monsieur ANCEL, Président honoraire de la première chambre de la Cour de cassation.